

Evolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

Date de la contribution : 27/09/2024

Introduction

3. Evolution des signaux tarifaires envoyés aux consommateurs

Question 1 : Avez-vous des remarques sur la méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE ?

GRDF partage l'objectif poursuivi par la CRE de veiller via l'adaptation de la structure des tarifs réglementés de vente à inciter à la réduction des consommations d'électricité sur les heures où le système électrique est le plus tendu, dans le but d'améliorer la sécurité d'approvisionnement en électricité.

A ce titre, il est en particulier légitime de vouloir maintenir l'attractivité de l'option HP/HC des TRVE BT<36 kVA, qui permet de mobiliser la flexibilité infra-journalière des ménages en les encourageant à déplacer certains usages des heures pleines vers les heures creuses (essentiellement la production d'eau chaude sanitaire, la recharge des véhicules électriques et les « usages blancs »).

Pour autant, le calcul « d'empilement par option cible » envisagé par la CRE, qui repose sur l'agrégation de la courbe de charge des clients au tarif de Base avec celle des clients au tarif HP/HC n'est pas acceptable, dans la mesure où il conduit à une mutualisation des coûts engendrés par ces deux catégories de clients alors qu'ils correspondent en moyenne à des usages différents de l'électricité.

En effet, le manque d'attractivité de l'option HP/HC calculée à partir de l'empilement des coûts engendrés par les consommateurs de cette seule option s'explique principalement par le constat suivant, fait par la CRE au paragraphe 3.2. du document de consultation : « un client Base voulant changer pour une option HPHC se voit affecter un profil thermosensible qui ne correspond pas à ses usages. Inversement, un client HPHC qui choisit une offre base ne « paie » plus sa thermosensibilité ».

La mise en œuvre du calcul « d'empilement par option cible » aboutirait donc à des subventions croisées entre le chauffage électrique et les autres usages de l'électricité, au détriment de ces derniers. Cette situation se justifierait d'autant moins qu'il n'y a pas de correspondance directe entre la présence d'équipements de chauffage électrique et celle d'équipements dont l'usage peut être reporté des heures pleines vers les heures creuses (en particulier les véhicules électriques et les équipements électroménagers). Bien qu'il permette de traiter le problème de la faible valorisation de la flexibilité infra-journalière, le recours à ce mode de calcul créerait donc un autre problème au moins aussi sérieux sur le signal tarifaire transmis aux consommateurs, susceptible en outre de fausser la concurrence entre les différentes énergies de chauffage.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ?

Si elle a le mérite de la simplicité, la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » pose le même problème que la méthode « d'empilement par option cible » décrit à la question 1 : en augmentant le niveau du tarif de Base et en abaissant celui du tarif HP/HC, elle conduirait à un transfert artificiel du coût du chauffage électrique sur les consommateurs se chauffant avec une autre énergie. En l'état actuel de la structure des TRVE, et pour les raisons évoquées en réponses à la question 1, GRDF n'est donc pas favorable à la mise en œuvre de cette méthode.

Question 3 : A - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ? B - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?

Défavorable

Commentaire :

La mise en œuvre des propositions de la CRE conduirait à un écart significatif entre les niveaux tarifaires réels des options Base et HP/HC et les niveaux théoriques obtenus par empilement des coûts associés à chaque option.

GRDF considère qu'un tel décalage pourrait se justifier, eu égard à la valeur – actuelle et future – de la flexibilité infra-journalière pour le système électrique, s'il était dénué de l'effet de bord pointé dans la réponse à la question 1 sur la mutualisation des coûts des usages thermosensibles avec ceux des usages non-thermosensibles.

Pour traiter ce problème, GRDF préconise l'approche suivante, qui pourrait être mise en œuvre progressivement :

Modifier la structure des TRVE pour qu'elle reflète correctement le coût des usages thermosensibles : à défaut d'introduire une tarification à l'usage, cet objectif pourrait être atteint, au moins en partie, en introduisant pour les options Base et HP/HC (1) un prix spécifique pour les heures les plus chargées de l'hiver, comme la CRE le propose pour les clients Base de puissance souscrite inférieure ou égale à 6 kVA (cf. questions 10 à 12 du document de consultation), et (2) en distinguant le prix des heures de « saison haute » de celui des heures de « saison basse ». A l'heure actuelle, ces deux options concentrent plus de 95% des sites résidentiels au tarif réglementé, qui se voient toujours appliquer un prix ne marquant aucune différence entre les heures de pointe (ni même les heures d'hiver) et les autres heures de l'année. Compte tenu de la généralisation du compteur Linky, cette situation ne paraît plus acceptable aujourd'hui, en particulier au regard de la menace que représente la pointe électrique hivernale sur la sécurité d'approvisionnement du pays.

- **En second lieu ou simultanément, estimer la valeur que représente à l'heure actuelle et à plus long terme le report des consommations des heures pleines vers les heures creuses, et en tenir compte dans la fixation du niveau des options tarifaires** : la CRE indique dans son document de consultation que « la volatilité du signal infra-journalier a démontré qu'il y a bien une valeur à capter la flexibilité, via la diminution ou le décalage de consommation au sein d'une journée », ce qui signifie que la valeur actuelle de cette flexibilité est bien mesurable. De même, les différentes analyses prospectives menées sur l'évolution des besoins de flexibilité du système électrique doivent permettre d'évaluer le coût que le développement de la flexibilité infra-journalière de la consommation permet d'éviter, notamment par rapport au développement des batteries, qui rendent un service comparable.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE qu'il est nécessaire de faire évoluer de manière progressive le niveau de l'option Tempo, et ceci dès 2025 ?

L'option Tempo a pour intérêt d'inciter non seulement à la réduction des consommations sur les heures pleines (par rapport aux heures creuses), mais également sur les jours de pointe hivernale (par rapport aux jours moins chargés de l'hiver et du reste de l'année). Ce faisant, elle encourage le développement des flexibilités pouvant répondre aux besoins de modulation du système électrique sur l'ensemble des horizons temporels, de l'horizon infra-journalier à l'horizon inter-annuel. C'est par exemple le cas des modes de chauffage reposant sur le recours à une énergie alternative en plus de l'électricité, typiquement les associations bois / électricité ou les équipements intégrés permettant de choisir en temps réel et de manière automatisée l'équipement le plus efficace, comme la pompe à chaleur hybride au gaz, association d'une pompe à chaleur air/eau électrique, d'une chaudière au gaz à très haute performance énergétique, et d'une régulation pilotant les deux équipements (et pouvant intégrer un asservissement à des signaux tarifaires comme ceux de l'option Tempo).

Ce type de flexibilité de la demande est particulièrement intéressant pour le système électrique car il se substitue à des sources de flexibilité de la production – typiquement des centrales thermiques classiques situées en France ou à l'étranger – qui sont à la fois coûteuses et polluantes. RTE a par ailleurs montré dans l'édition 2023 de son bilan prévisionnel que, dans le scénario central, le maintien à 2030 d'un niveau de sécurité d'approvisionnement conforme au critère de défaillance réglementaire ne pouvait être assuré exclusivement grâce au développement de flexibilités infra-journalières, en particulier pour permettre le passage d'épisodes de tension s'étalant sur des périodes longues^[1].

Conscients de cette difficulté spécifique du passage de la pointe hivernale, les pouvoirs publics ont annoncé leur

intention de prendre de nouvelles mesures pour garantir la sécurité d'approvisionnement en électricité, dans le cadre de la prochaine Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE3). Parmi ces mesures, on peut relever celle consistant à « continuer à inciter les consommateurs à choisir des offres de tarification incitative selon la formule de la pointe mobile ou d'autres instruments d'effacement indissociable de la fourniture »^[2].

GRDF considère donc que, s'il est légitime de veiller à ce que la structure et le niveau de l'option Tempo ne s'écarte pas significativement de l'empilement des coûts, il convient également, comme pour l'option Heures Pleines / Heures Creuses, de s'assurer que ce calcul prenne correctement en compte les coûts évités, actuels et futurs, par la flexibilisation de la demande que cette tarification permet de mettre en œuvre. Au-delà de l'exigence réglementaire sur la structure du tarif Tempo, qui garantit le caractère incitatif du tarif appliqué sur les heures de pointe hivernale^[3], GRDF demande que la CRE procède à une estimation de la valeur des effacements que cette option incite à développer, et en tienne compte dans la fixation des paramètres tarifaires.

[1] Voir en particulier la figure 18 du document [Bilan prévisionnel 2023 – Principaux résultats](#), septembre 2023.

[2] Voir le document de consultation publique de la [Stratégie Française pour l'Energie et le Climat](#), novembre 2023, page 75.

[3] L'article 1 de l'arrêté du 29 juin pris en application de l'article R.337-20-1 du code de l'énergie impose un rapport minimal de 1 à 7 entre le prix des heures pleines rouges et celui des heures creuses bleues.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?

Question 6 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez-vous de conserver l'option Base pour les consommateurs de puissance souscrite 18-36 kVA ?

Question 7 : Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?

Question 8 : Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ? et d'envisager à terme une suppression ?

Question 9 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez-vous conserver l'option Base pour les nouveaux consommateurs de puissance souscrite 9-15 kVA ?

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à l'introduction simultanément sur l'ensemble des options du TRVE d'un tarif

spécifique pour les heures de pointe hivernale. Pour éviter les phénomènes de subventions croisées déjà évoqués en réponse à la question 1 et inciter l'ensemble de la clientèle à mobiliser sa capacité à moduler ou effacer sa consommation, cette évolution ne saurait être cantonnée comme le propose la CRE au segment des consommateurs de l'option Base dont la puissance souscrite est comprise entre 3 et 6 kVA, d'autant que cette catégorie de petits consommateurs d'électricité représente moins de 30% de la puissance souscrite par l'ensemble des consommateurs des options Base et HP/HC.

A défaut de l'introduction d'une pointe mobile, dispositif le plus efficace pour refléter dans la tarification les épisodes de tension du système électrique, et transmettre au client le signal-prix du marché de capacité, la mise en œuvre d'une tarification à pointe fixe, centrée sur quelques heures de la journée les mois d'hiver et en ciblant le matin et le soir comme le propose la CRE, paraît une évolution intéressante.

Cette évolution de structure pourrait être mise en œuvre rapidement, même si la différenciation des niveaux de tarifs appliqués sur les heures de pointe par rapport au reste de l'année pourrait n'évoluer que progressivement, pour laisser aux consommateurs le temps de s'adapter à ce nouveau mode de tarification.

Outre l'introduction d'un tarif spécifique sur les heures de pointe, **la mise en œuvre en parallèle sur l'ensemble des options du tarif Bleu d'une différenciation des niveaux de prix entre les heures de « saison haute » et les heures de « saison basse » apparaît indispensable**, pour refléter dans le tarif acquitté par le client final une différence de coûts observée tant sur l'approvisionnement en électricité que sur son acheminement. Sur ce dernier plan, la CRE avait justifié la création dans le TURPE 5 d'une option à 4 plages temporelles pour les clients du domaine BT<36 kVA de la façon suivante : « En l'absence d'introduction d'une option à 4 plages temporelles dès TURPE 5, les utilisateurs raccordés en basse tension continueraient à ne recevoir aucun signal reflétant la différence entre coûts hivernaux et estivaux, alors que cette différence est structurante pour les réseaux, plus encore que la différenciation entre heures pleines et heures creuses »^[1]. Or, force est de constater que, bien que les formules tarifaires d'acheminement à 4 plages temporelles soient désormais généralisées à tous les consommateurs équipés d'un compteur Linky, les prix de fourniture proposés aux clients de puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA ne reflètent toujours pas – sauf exceptions – ce signal tarifaire, en particulier pour les TRVE, qui ne prennent en compte qu'un TURPE moyen par catégorie de clients. Une modification de la structure des TRVE est donc nécessaire pour mettre fin à cette situation.Q11 :

Pour mobiliser la flexibilité des consommateurs du secteur du résidentiel, **GRDF préconise également d'enrichir la gamme d'options du TURPE BT<36 kVA en créant une option « pointe mobile »**, à l'instar des dispositions introduites dans le TURPE HTA à la demande des pouvoirs publics. Cet aménagement est nécessaire pour refléter dans la facture des consommateurs dont les offres de fourniture présentent une structure similaire les baisses de coûts qu'ils permettent d'engendrer en sollicitant moins le réseau aux heures les plus critiques.

Cet aménagement a d'ailleurs fait l'objet d'une expérimentation menée par Engie et Enedis à une échelle locale au cours de l'hiver 2022/2023^[2].

^[1] Voir la [*délibération de la CRE du 18 février 2016 portant décision de modification du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité \(TURPE\) pour définir un dispositif transitoire de pointe mobile pour le domaine de tension HTA et portant orientations sur la structure des prochains TURPE.*](#)

^[2] Les caractéristiques du [*projet Netflex*](#) sont décrites sur le site Smartgrids édité par la CRE.

Question 11 : Voyez -vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des consommateurs du secteur résidentiel ?

La réponse apportée à la question 10 concerne les questions 10, 11 et 12.

Question 12 : Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?

La réponse apportée à la question 10 concerne les questions 10, 11 et 12.

4. Méthode de construction des TRVE pour les sites souscrivant des puissances supérieures à 36 kVA

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'utilisation des profils ENT1 et ENT3 pour la construction des TRVE sup 36 kVA pour l'année 2025 ?

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit en utilisant les consommations du portefeuille des consommateurs souscrivant aux TRVE sup 36 kVA à partir de l'année 2026 ? Ou préférez-vous l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs ?

Question 15 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs en basse tension sup 36 kVA ?

Question 16 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension ?

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer une méthode de calcul identique pour les TRVE sup 36kVA et inf 36kVA à l'exception des composantes suivantes : coûts d'acheminement, coûts de commercialisation, coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

Question 18 : Êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte des coûts d'acheminement dans les TRVE supérieurs à 36 kVA envisagées par la CRE ?

Question 19 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir comme référence de coûts commerciaux des TRVE sup 36 kVA, pour l'année 2025, les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels ?

Question 20 : Êtes-vous favorable à la période de lissage envisagée par la CRE pour le coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

5. Autres évolutions concernant la méthode de fixation des tarifs réglementés de vente d'électricité

Question 21 : Êtes-vous favorable à une date d'évolution des TRVE au 1er janvier de chaque année dans le cadre de la fin de l'ARENH ? Si oui, êtes-vous favorable à une modification de la date d'évolution dès le mouvement tarifaire de janvier 2026 ?

Question 22 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'inclure une brique supplémentaire liée à l'exposition des fournisseurs alternatifs au spread bid-ask lors de la participation aux marchés de gros ?

Question 23 : La méthode de prise en compte de l'exposition au spread bid-ask proposée par la CRE vous semble-t-elle refléter les coûts portés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quel niveau du paramètre X vous semble adapté pour refléter les coûts supportés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quelle méthode alternative proposeriez-vous ?

Question 24 : Si vous êtes un fournisseur alternatif ou un agrégateur agissant pour le compte d'un fournisseur alternatif, retranscrivez-vous ces frais dans vos offres de fourniture ? Si oui, par quelle méthode ?

Question 25 : Si vous êtes un fournisseur d'électricité, quelle structure de marge adoptez-vous pour couvrir les risques quantifiables et non quantifiables pesant sur votre activité ?

Question 26 : Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?

Question 27 : A l'issue de la crise énergétique considérez -vous que la modélisation du risque thermosensibilité de la CRE répond toujours correctement aux besoins des fournisseurs, en reflétant fidèlement les surcoûts supportés ? Dans le cas contraire, quelles propositions d'évolution de la modélisation des surcoûts liés au risque thermosensibilité à intégrer au TRVE feriez -vous ?

Question 28 : Êtes-vous favorable à l'évolution de la définition du coût des écarts proposée par la CRE ?

Question 29 : Quel niveau du paramètre X proposeriez -vous afin de refléter au mieux les coûts supportés par un fournisseur alternatif répliquant la méthode d'approvisionnement du TRVE ?

Question 30 : A - Quelle référence de prix des CEE vous semble la plus adaptée pour une construction transparente et contestable des coûts commerciaux inclus dans les TRVE ? B - Quelles seraient les méthodes de calcul à appliquer à cette référence, en particulier s'agissant de la durée de lissage et des produits considérés ?